

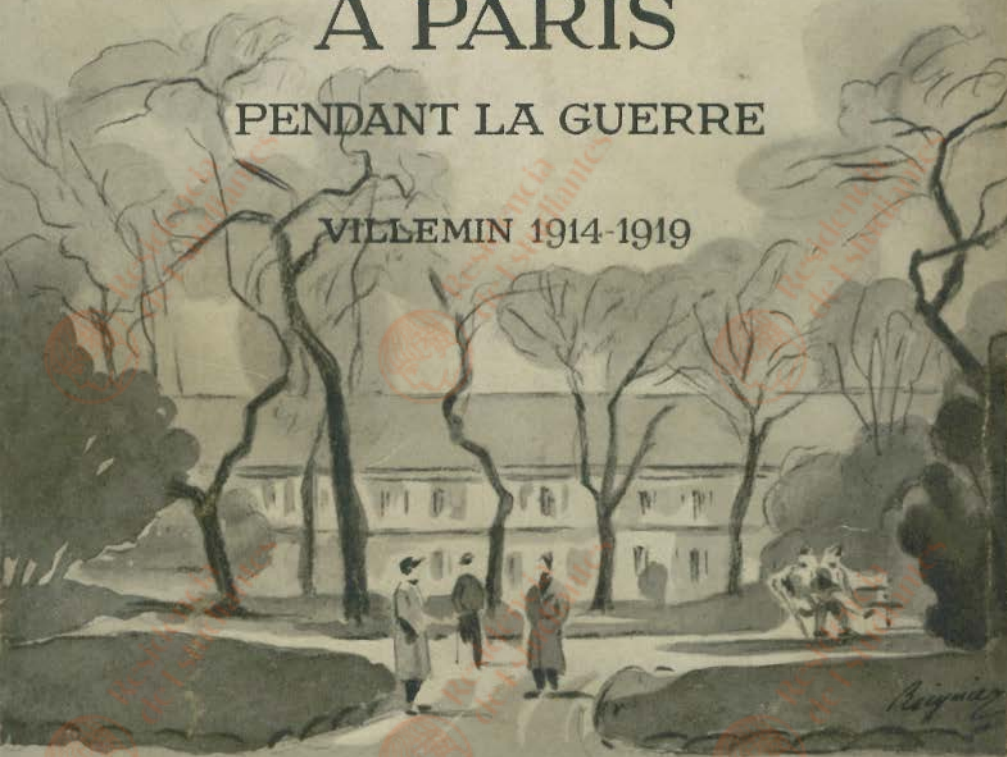
F. LEJARS

—

UN HOPITAL MILITAIRE A PARIS

PENDANT LA GUERRE

VILLEMIN 1914-1919



MASSON & C^{IE}
PARIS

FÉLIX LEJARS

PROFESSEUR DE CLINIQUE CHIRURGICALE A LA FACULTÉ
DE MÉDECINE DE PARIS
ANCIEN MÉDECIN CHEF DE L'HÔPITAL MILITAIRE VILLEMIN

UN HOPITAL MILITAIRE A PARIS

PENDANT LA GUERRE

Villemin 1914-1919

MASSON ET C^{IE}, ÉDITEURS
LIBRAIRES DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE
120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS-VI^e

1923

Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

AVANT-PROPOS

Il faut bien que j'inscrive mon nom en tête de ce livre, ne serait-ce que pour prendre la responsabilité des faits que j'y rapporte et des réflexions que j'y expose ; mais je prie instamment mes lecteurs éventuels de l'oublier. — Je n'aurais jamais osé l'écrire, ce livre, comme je voulais qu'il fût écrit, si je n'avais pensé que cette prière serait comprise.

Il ne s'agit pas, ici, de Mémoires, ni de rien de personnel ; un humble servant du devoir patriotique, un chirurgien « civil », qui n'avait eu que de rares contacts avec l'armée, est brusquement investi de fonctions militaires ; ce qu'il a vu, pendant près de cinq ans, il veut le dire, en toute simplicité, et, de cette expérience, chirurgicale et administrative, dégager quelques réflexions.

J'ai longtemps tardé à publier ces pages ; mes hésitations ne sont tombées que devant l'affectueuse insistance d'un des hommes qui font le plus d'honneur

AVANT-PROPOS

au Corps de Santé militaire, M. le Médecin-Inspecteur Général Lemoine, et je ne saurais trop le remercier des précieux encouragements qu'il m'a prodigués.

Je remercie MM. Masson et C^{ie} d'avoir bien voulu se charger de ce petit livre, et de l'avoir édité avec le soin et le goût qui caractérisent leur Maison.

I

UN HOPITAL « DÉCLASSÉ » SON HISTOIRE LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

Il me faut d'abord présenter l'Hôpital militaire Villemin. C'est un vieil hôpital, « déclassé » aujourd'hui depuis trente ans.

Il a été créé, comme tant d'autres, dans un ancien couvent, celui des Récollets ; mais le couvent avait été d'abord converti, par l'Assemblée nationale, le 10 juin 1790, en Hospice des Incurables, et ce ne fut qu'en 1860 (décret impérial du 25 août) qu'il passa, par voie d'expropriation, et moyennant une somme de 6.690.000 francs, de l'Assistance publique au Département de la guerre, — pour devenir un hôpital militaire.

Dans ce but, il fut aménagé et agrandi : on érigea un nouveau Pavillon, symétrique du Pavillon des Récollets ou de l'Horloge (l'ancien couvent), et qui prit le nom de Pavillon Eugénie. Quant à l'hôpital, de par sa situation, il devint tout naturellement l'Hôpital St-Martin.

En octobre 1913, il avait été débaptisé, et, pour

UN HOPITAL DÉCLASSÉ

rendre hommage à une illustre mémoire, il s'appelait l'*Hôpital militaire Villemain*.

Mais, à cette époque, il était déjà depuis longtemps « condamné » ; par une loi du 9 juillet 1892, il avait été *déclassé*, et ne fonctionnait plus qu'à titre provisoire, en attendant un « successeur ». Il est vrai que le « provisoire » est une des meilleures conditions de durée.

Comment l'administration de la Guerre a-t-elle pu consentir au déclassement, à l'abandon de cet hôpital ? Je crois le savoir, mais je comprends moins encore. Vieille maison, vieux bâtiments, qu'il faudrait abattre presque tous ; je n'y contredis pas, ayant appris à les bien connaître. Mais quel magnifique terrain — la surface totale de l'hôpital, circonscrite par le mur d'enceinte, est de 29.490 mètres carrés — là, *tout près des gares* ? Et faut-il renoncer définitivement à toute formation sanitaire, près des gares, qu'elle devienne, en temps de guerre, hôpital de triage ou d'évacuation, centre d'intransportables, que sais-je ? — Et puis, faut-il admettre qu'un hôpital militaire doit être nécessairement une « merveille de construction », j'entends une construction d'avenir séculaire, érigée à grand prix, parfaitement ordonnancée, certes, au gré des données du jour, mais qui restera telle indéfiniment, comme ces vieux couvents, transformés en hôpitaux, qu'on ne peut ni adapter aux idées nou-

UN HOPITAL DÉCLASSÉ

velles, ni faire tomber ? L'hôpital militaire modèle n'est-il pas celui qui répond le mieux aux nécessités de la guerre ; et l'idée de guerre ne doit-elle pas présider à l'édification, à l'aménagement des hôpitaux militaires du temps de paix ?

N'y aurait-il pas, sur les 29.000 mètres carrés de l'Hôpital Villemain, un terrain particulièrement propre à instituer la formation modèle au sens qui vient d'être rappelé — et, je le répète, à l'est de Paris, tout près des gares ? Mais la décision est prise, depuis trente ans.

Déclassé, l'Hôpital militaire Villemain avait eu le sort des Établissements, qui portent au front cette note de déchéance : on ne s'occupe plus guère des « déclassés » ; quelques réparations strictement indispensables, pas d'améliorations, pas de crédits. — A quoi bon ? Ils vont mourir, — même si la survie se prolonge pendant plusieurs dizaines d'années, la mort est toujours proche et imminente. Il nous faut signaler, pourtant, que, grâce à l'insistance de M. Ruotte, alors Médecin-traitant de la Division de Blessés, aujourd'hui Médecin-Inspecteur, une salle d'opérations aseptiques, avec une petite salle, attenante, de stérilisation, avait été créée en 1910 ; elle nous a rendu des services inappréciables pendant la guerre, et, lorsqu'elle eut été pourvue, grâce à M. le Directeur Sieur, d'un très bon éclairage électrique ; elle permit,

UN HOPITAL DÉCLASSÉ

en particulier, de « travailler » la nuit, dans d'excellentes conditions.

En dehors de cette petite salle d'opérations, nouvellement installée, tout le reste de l'hôpital portait la trace surannée du « déclassement ». Ce n'est point que les Médecins-Chefs aient négligé d'insister, dans leur rapport annuel, sur cette vétusté, qui s'aggravait d'année en année, et je veux transcrire, ici, ce qu'écrivait, peu avant la guerre, M. le Médecin-Chef Petit :

Déclassé depuis 22 ans, « l'hôpital ne reçoit que des subsides strictement indispensables aux réparations d'urgence, et, de ce fait, il est dans un état manifeste d'infériorité dans beaucoup de ses parties.

« Il est utile, cependant, de faire observer que des considérations d'ordre technique et militaire pourront peut-être nécessiter son prochain reclassement, et qu'il est dès lors indispensable de prévoir de sérieuses améliorations, pour lui permettre de maintenir son rang de grand hôpital militaire, chargé de soigner, avec l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce, la très nombreuse population militaire de Paris. »

Et le Médecin-Chef Petit réclamait, en particulier :
1° un Pavillon d'isolement pour les contagieux ;
2° l'amélioration de la salle de bains, et l'installation d'un service d'hydrothérapie ; 3° le chauffage central.
— C'était un minimum ; mais la demande, formulée une fois de plus, avait eu le sort de tant d'autres.

LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

Pourtant, cet hôpital désuet, condamné, déjà mort (depuis 22 ans), gardait une réelle activité, dont témoigne le chiffre annuel des hospitalisés, au cours des douze dernières années, avant la guerre :

1902	.....	2.438
1903	.....	2.935
1904	.....	3.033
1905	.....	3.209
1906	.....	3.112
1907	.....	3.233
1908	.....	3.533
1909	.....	2.912
1910	.....	2.764
1911	.....	2.470
1912	.....	2.353
1913	.....	2.156

On notera, toutefois, que, dans les cinq dernières années, les hospitalisations étaient en décroissance.

L'Hôpital comportait 556 lits (Blessés, Fiévreux, Contagieux.)

C'est cette vieille maison, que rejoignaient, le 2 août 1914, les médecins R. A. T., que leur âge retenait « à l'arrière », et qui, presque tous, étaient restés dans les cadres, sur leur demande, ou s'étaient engagés pour la durée de la guerre. Ils avaient conscience de leur infériorité, dont le nombre des années vécues était seul responsable ; la plupart d'entre eux avaient un fils, ou plusieurs fils, à l'avant, et ils étaient heureux, — et fiers — de « servir », eux aussi.

LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

Eh bien ! ces médecins, devenus brusquement militaires, ne savaient rien du service — à de très rares exceptions près. Et, transplantés du jour au lendemain dans un milieu qu'ils ne connaissaient pas, mal instruits des questions de personnel et de tant d'autres, ils devaient passer, eux aussi, par un long et pénible apprentissage. On ne fait pas fonctionner, et surtout l'on n'améliore pas, un service d'hôpital, avec sa seule expérience professionnelle; il faut demander, et *savoir demander*. N'en a-t-il pas été bien souvent de même, dans les formations de l'avant ?

Et, ici, c'est de moi seul, que je veux parler. J'avais fait des « périodes », les fameuses périodes d'instruction, où l'on n'apprenait rien ; j'étais totalement ignorant de la vie pratique d'un hôpital militaire, et j'eus l'heureuse chance de trouver dans ma Division un médecin auxiliaire, qui, depuis, est devenu mon interne, Nora, et qui me « débrouilla », c'est le mot propre.

J'insiste, parce qu'il y a là une anomalie traditionnelle, une antithèse malfaisante, qu'il conviendrait de détruire, mais qui survit.

En temps de guerre, la plus grande partie du corps médical civil est mobilisée, et sous les ordres des Chefs du Service de Santé militaire ; à la démobilisation, toute collaboration cesse brusquement, le fossé se creuse de nouveau. Eh bien ! cela ne devrait pas être, et nous y reviendrons plus loin.

LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

Pour nous en tenir, ici, à la question de préparation hospitalière, le concours, en temps de paix, des médecins civils et des médecins du cadre ne serait nullement irréalisable, — *si l'on voulait, de part et d'autre*. — Nous parlons de Paris ; eh bien ! à Paris, qui, au début d'une campagne, sera toujours ville de l'arrière, la mobilisation affectera nécessairement des médecins d'un certain âge, appartenant à la territoriale ou à la réserve de la territoriale ; parmi eux, vous aurez des chirurgiens et des médecins de profession et d'expérience, et qui auront acquis, sur leurs confrères, une autorité morale légitime. Pourquoi, en les affectant à vos hôpitaux régionaux, n'attacheriez-vous pas un caractère durable à cette affectation, et ne leur ménageriez-vous pas tous les moyens de se préparer effectivement à leurs devoirs du temps de guerre ? Pourquoi ne deviendraient-ils pas, en toute cordialité, les collaborateurs des Médecins du cadre ? Cet hôpital, brusquement, peut devenir le leur, et la responsabilité leur en incombera tout entière, dans des conditions particulièrement graves. Pourquoi ne seraient-ils pas appelés à le connaître, à en étudier l'installation, à en apprécier les ressources ? — Et parmi ces médecins, n'en trouveriez-vous pas, qui pourraient être appelés, en temps de guerre, à prendre la charge des grands hôpitaux annexes, désignés d'avance ? Ne pourraient-ils avoir leur part dans les choix et les désignations, et concourir ainsi à l'œuvre

LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

du temps de paix ? — Ne pourriez-vous créer, de la sorte, dans chaque Secteur, un cadre de médecins, et surtout de chirurgiens, qui, sous votre autorité, en collaboration intime avec vous, se connaîtraient, s'entendraient, et prépareraient l'œuvre commune à laquelle ils pourraient être appelés ?

Ce sont là des illusions d'après-guerre et je rêve peut-être ; mais, pour une fois, je veux rêver tout haut.

La cassure avait, du reste, été fort nette, et, pour ainsi dire, instantanée : tout le personnel du cadre était parti, le 2 août, et je ne sais même pas si Gaucher, qui devenait Médecin-Chef, s'était rencontré avec le Médecin-Chef Petit, affecté à l'État-major du Généralissime.

J'ai beaucoup admiré Gaucher, pendant ces premiers mois de la guerre ; je ne crois pas qu'il fût lui-même instruit d'avance des fonctions singulièrement difficiles, qu'il allait être appelé à exercer. Il avait été infirmier à l'hôpital St-Martin quelque quarante ans auparavant ; il n'avait jamais fait de « périodes », et il s'en vantait — je crois bien, effectivement, qu'il n'avait rien perdu.

Il fit preuve, dès les premiers jours, d'une faculté d'assimilation, d'un esprit d'organisation, qui frappèrent tous ceux qui l'entouraient ; il avait, de plus, une haute conscience du devoir militaire, et il l'expri-

LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

maît, dans la pratique, avec une indépendance et une rudesse voulue, qui le firent bientôt craindre.

Il rendit des services inappréciables pendant le mois d'août 1914 ; l'hôpital Villemin servait un peu de réserve du personnel sanitaire ; il y passa un nombre considérable de médecins, de tous grades, qui recevaient, au bout de quelques jours, leur affectation définitive. Or, le Médecin-Chef *de complément* était plus strict et plus intraitable, sur toutes les questions de service, que ne le fût jamais un médecin du cadre ; rien n'avait prise sur lui, il ne connaissait plus ni collègues, ni confrères, ni élèves : il commandait, et il ne se souciait d'aucun ménagement de forme.

Aussi ne tarda-t-il pas à se faire détester par quelques-uns, et des histoires se répandirent, qui sont devenues légendes. Je me souviens qu'à la fin d'août 1914, reçu au Ministère par le plus grand Chef de la médecine militaire, je fus accueilli par ces mots : « Ah ! Ah ! vous êtes à Villemin... avec Gaucher. Prenez garde. — N'est-ce pas vous qu'il a voulu faire passer en Conseil de guerre ? » Or, Gaucher n'avait voulu faire passer personne en Conseil de guerre, pas plus qu'il n'avait fait balayer les cours par un médecin et par un chirurgien des hôpitaux. C'était un grand et sincère patriote, peut-être aigri par la vie, mais à qui je garde une respectueuse affection.

Je dois dire que Gaucher eut la bonne fortune, lui aussi, de trouver à Villemin, un initiateur militaire

LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

de premier ordre, le Commandant Lecoq, officier principal d'administration, récemment retraité, et qui avait repris, à l'hôpital, ses fonctions de gestionnaire. Il était rompu à toutes les questions administratives, et, lorsque surgit la poussée des hôpitaux complémentaires et auxiliaires, dont nous parlerons plus loin, il eut à fournir une besogne écrasante. C'était, de plus, un magnifique soldat : Grand, maigre, le ventre haut, le geste brusque, il était partout, à toute heure ; il fut pour nous un vivant exemple. Et je ne trahirai pas le secret professionnel, en disant qu'à certains jours, à le voir debout et marchant de son pas alerte, je savais qu'il souffrait, qu'il aurait dû être alité, au repos ; je le lui avais conseillé avec insistance, mais non, il voulait servir ; il était imprégné, lui, de cet esprit militaire, qui se retrouve à tous les âges et à tous les échelons.

II

LES STATISTIQUES GÉNÉRALES DE L'HOPITAL DÉCLASSÉ PENDANT LA GUERRE

Aux premières semaines de la guerre, il eût été, certes, de pratique sage et prévoyante, d'améliorer d'urgence le vieil hôpital, pour le préparer aux besognes qui l'attendaient. Mais ces besognes, on n'en avait encore qu'une notion imprécise, et puis, la tare du déclassement n'était pas effacée, et l'on répugnait visiblement à engager des crédits pour une Maison, qui servirait peu, sans doute, et peu de temps. Une voix très haute ne nous avait-elle pas dit, dans les premiers jours de septembre, à la fin d'une visite officielle : « Nous en avons pour six mois ».

Il faut ajouter que les requêtes et les réclamations manquèrent, sans doute, également, de conviction et d'énergie. Notre Médecin-Chef, dont j'ai rappelé déjà les services, n'avait aucune prédilection pour la chirurgie, et, d'autre part, il était d'avance convaincu que les blessés seraient rares, à Paris. « Je suis bien content de vous avoir près de moi, m'avait-il dit,